

La guérilla du bio entre marché et principes

ROMÉO BOUCHARD (PRÉFACE DE JEAN-MARTIN FORTIER), *Les champs de bataille. Histoire et défis de l'agriculture biologique au Québec*, Montréal, Éditions Écosociété, 2014, 130 pages

Stéphane Castonguay

Volume 9, numéro 1, automne 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73006ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Castonguay, S. (2014). Compte rendu de [La guérilla du bio entre marché et principes / ROMÉO BOUCHARD (PRÉFACE DE JEAN-MARTIN FORTIER), *Les champs de bataille. Histoire et défis de l'agriculture biologique au Québec*, Montréal, Éditions Écosociété, 2014, 130 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 9(1), 18–18.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA GUÉRILLA DU BIO ENTRE MARCHÉ ET PRINCIPES

Stéphane Castonguay

Chercheur au Centre interuniversitaire d'études québécoises, UQTR

ROMÉO BOUCHARD (PRÉFACE DE
JEAN-MARTIN FORTIER)
LES CHAMPS DE BATAILLE.
HISTOIRE ET DÉFIS DE
L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE
AU QUÉBEC
Montréal, Éditions Écosociété, 2014,
130 pages

Auteur omniprésent des débats secouant le monde rural depuis plus de trente ans, Roméo Bouchard offre ici un compte rendu très personnel de l'histoire récente de l'agriculture biologique au Québec, des problèmes que les pionniers ont surmontés au cours des 40 dernières années, mais surtout des enjeux auxquels sont confrontés ses multiples défenseurs – producteurs, paysans, consommateurs, environnementalistes, pour ne nommer que ceux-là.

Bouchard met en scène ces acteurs dans le combat titanesque auquel ils se livrent contre l'agriculture conventionnelle, un système aux tentacules multiples animé par une pléiade d'acteurs très puissants : les multinationales de l'agrochimie et de l'alimentation ; les « intégrateurs », coopératives québécoises ou entreprises étrangères qui dépossèdent les cultivateurs en accaparant l'ensemble des moyens de production à l'exception de leur terre et de leur force de travail (mais à quel prix !); le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec ; et enfin l'Union des producteurs agricoles (UPA), certainement la bête noire de l'auteur.

Cofondateur et ex-président de l'Union paysanne, une organisation fondée au cours des années 1990 dans la foulée du mouvement d'opposition à l'implantation des mégaporcheries, Roméo Bouchard s'est aussi fait connaître à travers cette organisation comme un pourfendeur du monopole syndical qu'exerce l'UPA.

En plus de sa position monopolistique qui oblige toute personne vivant de la terre à y adhérer par le versement d'une généreuse contribution, l'UPA est également critiquée par Bouchard pour avoir entériné les politiques gouvernementales axées sur la conquête des marchés étrangers à la fin des années 1990 dans la foulée de la libéralisation des échanges à l'échelle continentale et mondiale. Plus que jamais, dénonce Bouchard, l'UPA s'est alors acharnée à défendre uniquement les agriculteurs qui adhèrent au modèle productiviste. Ce modèle, c'est celui des fermes de très grandes tailles, génératrices de forts volumes de pro-

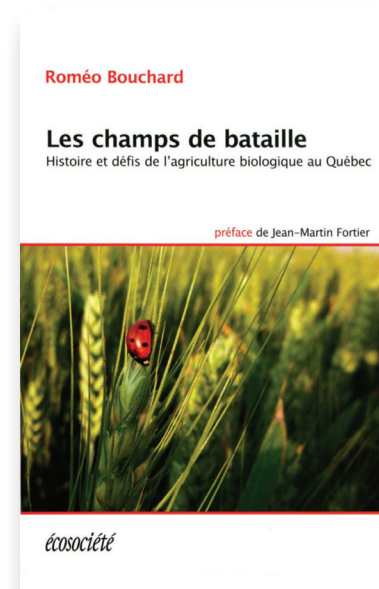
duits végétaux et animaux surtout destinés à l'exportation, responsables de la dégradation de l'environnement agricole et de la qualité de vie en milieu rural et qui, dans bien des cas, existent essentiellement pour ces intégrateurs devenus le nouveau fer de lance de la destruction des campagnes.

Non seulement l'UPA voit-elle peu d'intérêt à protéger le petit producteur, mais elle défend des programmes agricoles auprès du ministère – comme l'assurance stabilisation du revenu ou les *plans conjoints* – qui servent à enrichir les intégrateurs. Ceux-ci encaissent les compensations gouvernementales, alors que ces mêmes programmes demeurent hors de la portée des producteurs biologiques qui travaillent en dehors des grandes filières du lait, des viandes, des céréales et du sirop d'érable (ces derniers étant justement regroupés en une fédération des producteurs biologiques dans l'UPA).

Selon [l'auteur], les agriculteurs biologiques se détournent de leur mission d'établir une agriculture territoriale de proximité et optent plutôt pour la carrière de marchands du temple. Ils vendent aux plus offrants et poussent l'odieux jusqu'à orienter leur production vers le bio-industriel

Pour pallier cette incapacité des instances gouvernementales et associatives à dégager l'agriculture de son modèle productiviste et, surtout, pour recentrer l'agriculture biologique autour d'un mouvement citoyen et d'un combat social et politique, l'Union paysanne a fondé une énième organisation, l'Union biologique paysanne (UBP), laquelle obtient difficilement l'adhésion des producteurs malgré sa popularité certaine auprès des militants les plus engagés.

C'est sans doute ici que le récit de Roméo Bouchard nous paraît intéressant, car il permet de rendre compte des causes de ce qu'il décrit comme un état de stagnation de l'agriculture biologique depuis plusieurs années. Comment expliquer ce fait, alors que les débuts, certes difficiles, étaient néanmoins probants quant aux réalisations et à l'incursion dans les différentes institutions de l'agriculture et de l'alimentation au Québec ? En effet, au cours des années 1970, les pionniers de l'agriculture biologique s'étaient regroupés dans une organisation, le Mouvement pour l'agriculture biologique, qui a joué un rôle de représentation forte



auprès de diverses instances. Un de ses principaux combats fut la certification des produits issus de l'agriculture biologique.

Or, les gains réalisés semblent être devenus aux yeux de l'auteur un cheval de Troie. Selon lui, les agriculteurs biologiques se détournent de leur mission d'établir une agriculture territoriale de proximité et optent plutôt pour la carrière de marchands du temple. Ils vendent aux plus offrants et poussent l'odieux jusqu'à orienter leur production vers le bio-industriel (une agriculture qui, sans employer d'intrants chimiques, embrasse néanmoins certains préceptes productivistes dont des exploitations de grandes tailles, des cultures spécialisées – voire des monocultures – et la volonté de conquérir des marchés étrangers). Rien de cela, déplore Bouchard, ne s'inscrit dans une agriculture de proximité, rien ne met en valeur le paysan et sa terre dans la revitalisation du Québec rural.

S'il est vrai que dès les premières années de l'introduction de l'agriculture biologique au Québec des débats faisaient rage – et nous en retrouvons aisément les traces dans les bulletins du MAB lorsqu'il était question de la certification et de la distribution des produits issus de l'agriculture biologique, ou encore de l'approvisionnement de produits étrangers comme le café dans les coopératives d'alimentation –, il semble que les dissensions au sein du mouvement soient plus diversifiées depuis quelques années. Aussi devons-nous reconnaître cette diversité de la filière biologique et cette multiplication des institutions et des initiatives chez ses acteurs. Certains producteurs vont jusqu'à négliger volontairement d'adhérer au processus de certification pour s'engager dans une activité agricole et paysagère respectueuse de l'environnement et de la société – plutôt que de considérer comme une stagnation ou un échec leur volonté de ne pas se plier à un modèle ou à une organisation unique, que celle-ci soit l'UPA ou l'UBP. ♦